

- **Définition**

Part relative des espaces naturels par rapport à l'artificialisation des sols d'une part et aux espaces agricoles d'autre part. Cette variable ne concerne pas seulement les cours d'eau, mais l'ensemble des espaces et terrains bénéficiant d'un arrêté de protection.

- **Indicateurs de mesure**

Espaces naturels et protégés (+ espaces en couvert permanent);

Linéaires de haies ;

Continuité de la Trame Verte et Bleue ;

Zones humides ;

Hydromorphologie et espace de mobilité ;

Les zones protégées (définies par l'UICN et le Code de l'environnement), sont importantes pour la protection de la biodiversité, la gestion des écosystèmes, mais aussi pour l'hydromorphologie des rivières en tant que zones d'expansion des crues, la régulation des écoulements, la dépollution, la qualité de l'air, etc.

La gestion et la conservation des milieux naturels, de la flore et de la faune reposent sur une gamme d'outils variés quant à leurs objectifs et leurs modalités de mise en œuvre. Ces approches complémentaires visent à apporter une réponse adaptée à la diversité des enjeux et des problématiques rencontrées sur le terrain.

**Quatre grandes catégories d'outils de protection des espaces naturels** peuvent ainsi être distinguées :

-**la voie réglementaire** (cœur de parc national, réserves naturelles, arrêté préfectoral de protection de biotope, réserve biologique et réserve nationale de chasse et de faune sauvage, sites classés, espaces boisés classés), en interdisant ou limitant par décret, arrêté ou délibération du conseil régional les activités humaines dans ces espaces ;

-**la voie contractuelle** (aire d'adhésion de parc national, parc naturel régional (PNR) et parc naturel marin), en associant préservation du patrimoine naturel et développement local dans le cadre d'une démarche concertée entre les différents usagers d'un territoire (charte) ;

-la mise en œuvre du **réseau Natura 2000** ;

-**la maîtrise foncière**, via l'acquisition de terrains par le Conservatoire du littoral, les départements (politique des espaces naturels sensibles) ou les Conservatoires d'espaces naturels, avec le double objectif de les soustraire aux pressions foncières et d'y mettre en place des mesures de gestion favorables au maintien de la biodiversité.

Voir compléments en Annexe.

• **Rétrospective : Espaces Naturels Protégés**

Type d'espace naturel	Superficie (km <sup>2</sup> )	% du BV
Arrêtés de protection de biotope •Barthe de St-Martin de Seignanx (1991), •Vallon du Cros (2000), •Site de Lur Berria (2007), •Tourbière de Pedestarrès (2012), •Site d'Holzarte (2012)	10,13	0,06%
Parc Naturel National •Pyrénées (1967, modif.2006)	1 132, 08 (Adhésion) 423,10 (Cœur)	9,00%
Parc Naturel Régional •Landes de Gascogne (1970)	504,73	2,92%
Réserve Naturelle Nationale •Vallée d'Ossau (1974)	8,62	0,05%
Réserves Naturelles Régionales •Errota Handia (2008), •Carrières de Tercis les Bains (2015)	5,68	0,03%
<b>TOTAL</b> <i>BASSINS Adour et côtiers basques</i>	<b>2 084,34</b> 17 280,00	<b>12,06 %</b> 100%

Une hausse des surfaces bénéficiant d'une protection réglementaire.

Au niveau national, début 2015, les parties terrestres des aires métropolitaines protégées réglementairement couvrent 1,40 % du territoire, soit une hausse de près de 20 % par rapport à la valeur de 1998 (1,17 %). Quant aux protections contractuelles et engagements internationaux, ils couvrent 20,9 % du territoire métropolitain contre 12,8 % dix-sept ans auparavant, soit une progression de 63 %.

Le dispositif Natura 2000, le système des parcs et des réserves, etc., visent principalement la biodiversité « extraordinaire » (espèces et/ou habitats menacés, endémiques, etc.). On peut considérer que les efforts pour protéger ces habitats et espèces « extraordinaires » profitent aussi à la biodiversité ordinaire qui occupe ces espaces. Toutefois, cela ne protège pas les espaces plus « ordinaires », dont il se trouve qu'ils sont, souvent, des espaces où les pressions anthropiques sont très fortes sur les habitats (espaces rognés par la progression urbaine, par exemple) et/ou sur les espèces (pollutions domestiques dans des zones à forte densité de population, pollutions industrielles, etc.).

Le site des barthes de l'Adour, Saint-Martin-de-Seignanx, est une réserve de chasse et de faune sauvage.

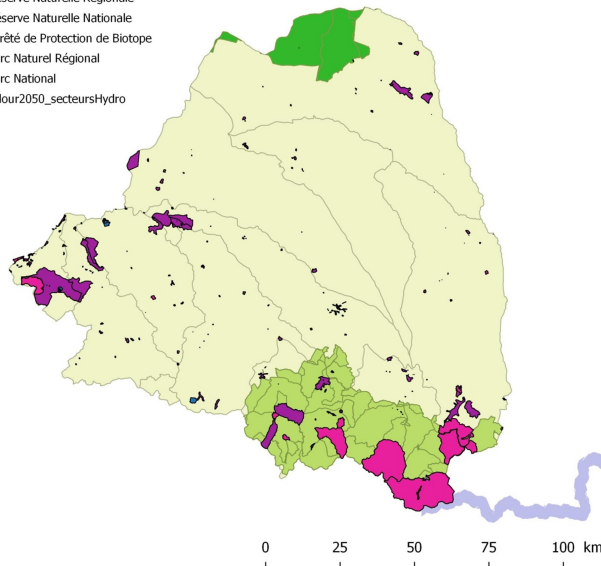
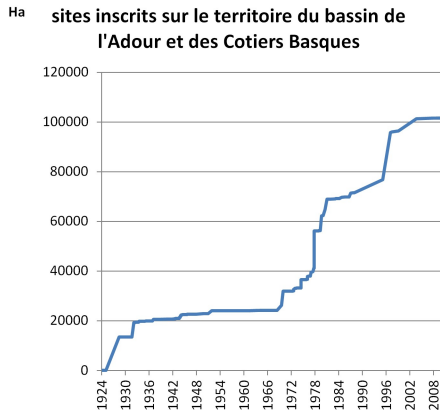
- **Rétrospective : Espaces naturels protégés**

Une répartition inégale sur le territoire. Des protections qui se recoupent.

Légende

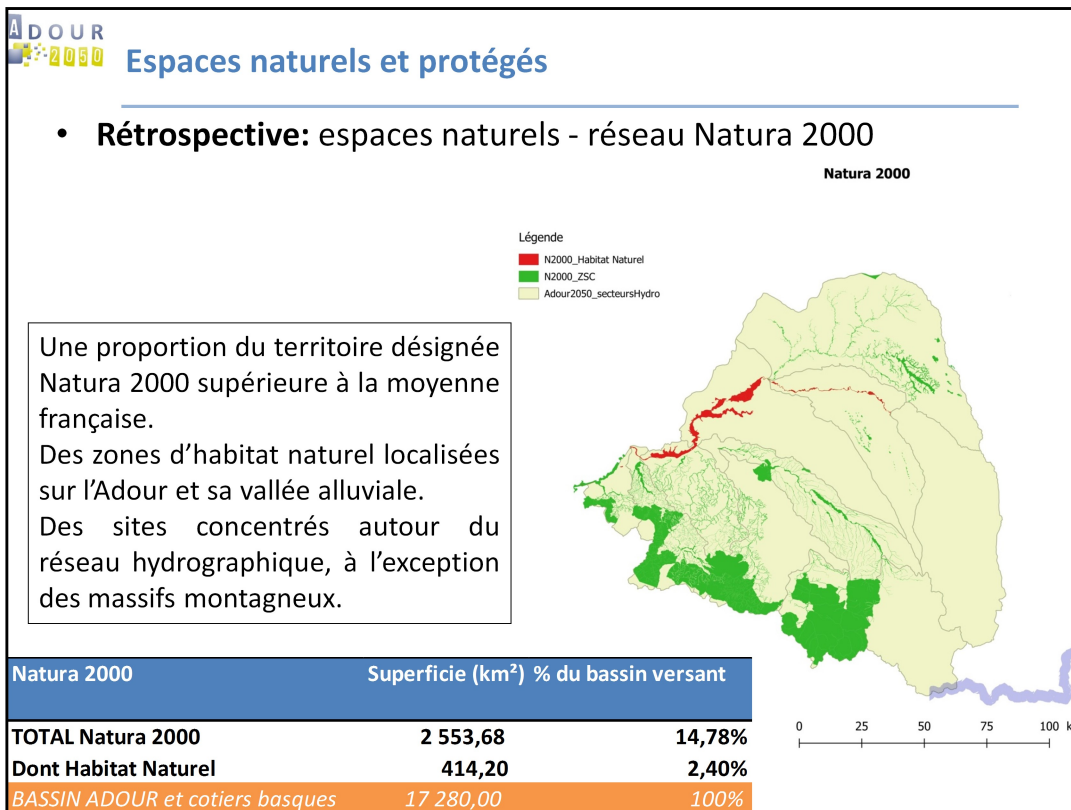
- Sites classés
- Sites inscrits
- Réserve Naturelle Régionale
- Réserve Naturelle Nationale
- Arrêté de Protection de Biotope
- Parc Naturel Régional
- Parc National
- Adour2050\_secteursHydro

Surfaces cumulées des sites classés et sites inscrits sur le territoire du bassin de l'Adour et des Cotiers Basques



Le nombre de sites classés et de sites inscrits sur le territoire de l'étude a fortement progressé atteignant en 2010 une surface de 101 600 ha. Cependant, le nombre de sites nouveaux bénéficiant d'un classement se réduit dans les dernières décennies : 42 sites entre 1970 et 1980, 20 sites entre 1980 et 1990, 4 sites entre 1990 et 2000 (dont le Cirque de Gavarnie), 4 sites entre 2000 et 2010 (dont le Pic du Midi de Bigorre).

Certains sites comme les Etangs landais sud représentent une faible surface sur le territoire du bassin de l'Adour et des côtières basques mais font partie d'un ensemble beaucoup plus vaste (67 800 ha au total).



En 2012, la partie terrestre des sites *Natura 2000* représente 12,6 % de la surface de la *France* métropolitaine. Le réseau *Natura 2000* a pour vocation d'identifier, à des fins de mise en œuvre volontaire, des mesures de conservation :

- des habitats naturels d'intérêt communautaire (annexe I de la directive « Habitats, faune, flore »)
- des espèces d'intérêt communautaire (annexe II de la directive « Habitats, faune, flore » et annexe I de la directive « Oiseaux »)

Sur le plan écologique, il y a une distinction entre :

- « habitat naturel d'intérêt communautaire », dont les caractéristiques sont représentatives d'une des « régions biogéographiques » dans lesquelles l'Europe a été découpée;
- « habitat d'espèce », qui a un intérêt pour une espèce qui y trouve les milieux nécessaires à son cycle biologique ; un « habitat d'espèce » peut donc comprendre plusieurs « habitats naturels ».

Le réseau *Natura 2000* est un « outil » qui peut se décliner sur au moins 2 voies :

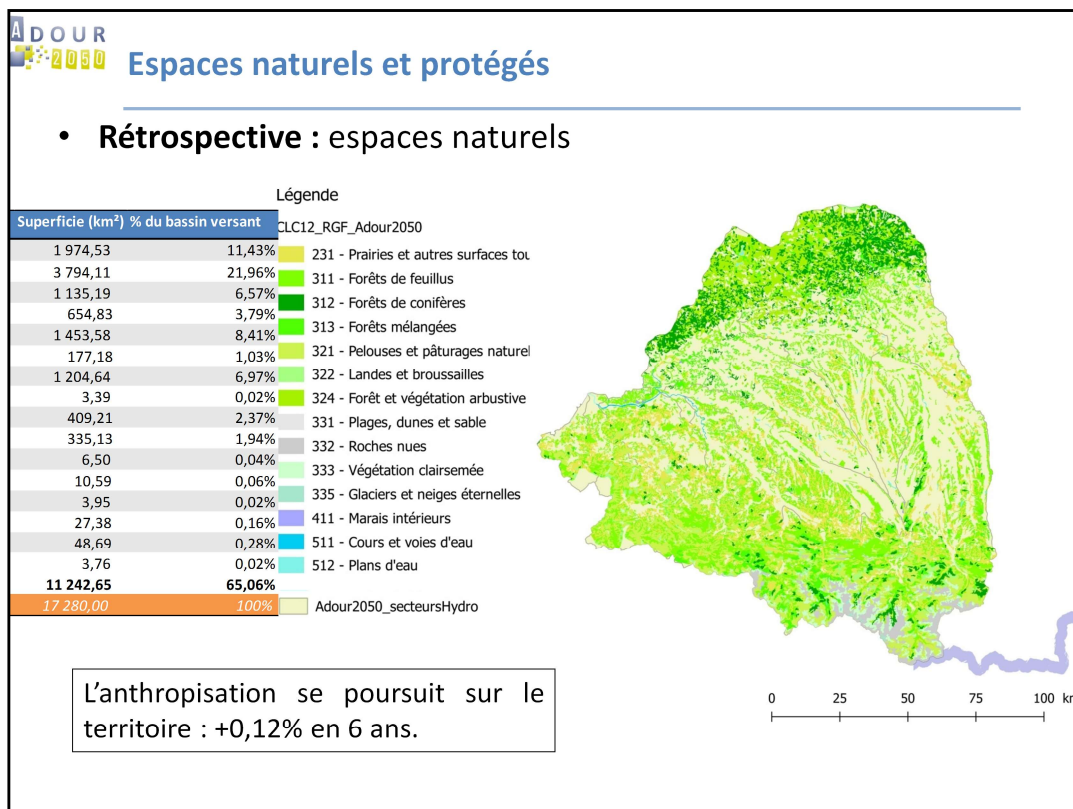
- voie contractuelle, principalement (par les « contrats *Natura 2000* »)
- voie réglementaire (pour tout ce qui concerne l'instruction de projets de IOTA au regard des incidences prévisibles sur un site *Natura 2000*).

L'Institution Adour anime deux sites *Natura 2000* : Vallée de l'Adour (DOCOB approuvé en 2011) et Adour (DOCOB approuvé en 2012). D'autres sites dans le bassin ont une importance particulière au regard de l'eau et des milieux aquatiques : dans le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019, les sites *Natura 2000* concernés par les poissons migrateurs ont été recensés.

*ZSC : Zone spéciale de conservation* : visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

*ZPS : Zone de protection spéciale* : visant la conservation des oiseaux sauvages (espèces menacées, vulnérables, rares, endémiques) en application de la directive « Oiseaux » (annexe I, pour la liste des espèces).





Sur le territoire Adour et fleuves côtiers basques, entre 2006 et 2012, l'anthropisation des sols (évolution des espaces naturels vers des espaces urbains ou agricoles) concerne 0,12% de la surface totale (20,7 km<sup>2</sup>). Les espaces renaturés sont beaucoup plus faibles (0,02%).

*Données issues de la comparaison des bases Corine Land Cover 2006 et 2012.*

- **Rétrospective:** linéaires de haies

Après une forte période d'arrachage de haies, d'arbres épars, de vergers de haute tige et de bosquets entre 1950 et 1990, on constate depuis 1990 un net **ralentissement de l'arrachage des haies**, qui est dû aux différentes politiques publiques mises en œuvre pour soutenir financièrement la plantation puis l'entretien des haies.

Comme dans la plupart des pays européens, le maillage bocager, très lié à l'élevage de plein air a fortement diminué, en France, depuis les années 1960. Le recul des haies et des arbres épars s'est opéré en même temps que celui des prairies naturelles dont les surfaces ont reculé de 4,4 millions d'hectares entre 1970 et 1999. Ce recul des haies est lié aussi au remembrement (15 millions d'ha remembrés depuis 1945).

Sont présentés ici les principaux résultats permettant de retracer l'évolution du bocage français entre les années 1960 et 2000. [Le Courrier de l'environnement n°46, juin 2002](#) – « **Les haies évolution du linéaire en France depuis quarante ans** » par Philippe Pointereau.

Les haies et autres structures arborées représentent en moyenne 3,6% de la SAU. Ce chiffre est inférieur à 1% dans les grandes plaines céréalières alors qu'il dépasse les 5% dans les zones bocagères.

Ces structures arborées constituent l'élément central des surfaces de compensation écologique nécessaires à la mise en place d'une production intégrée, les autres surfaces pouvant être des prairies sèches ou humides.

A noter qu'en 2012-2013 (avant la nouvelles PAC) il y a eu un regain de destruction des haies. Par ailleurs le financement de la plantation des haies n'est pas possible à travers la PAC mais seulement dans le cadre de programmes portés le plus souvent par les fédérations de chasse (c'est notamment le cas pour le Département 32).

- **Rétrospective:** Trames Vertes et Bleues (TVB)

#### **Une politique récente**

La création de la Trame verte et bleue en France répond notamment au réseau écologique paneuropéen et s'inscrit dans les objectifs de la nouvelle stratégie 2020 de l'Union européenne sur la biodiversité. Depuis 2013, la Commission européenne encourage le développement par les Etats membres d'infrastructures vertes (démarches proches du concept de la TVB française) et la promotion des investissements dans ce domaine.

L'objectif des TVB est de limiter l'érosion de la biodiversité (sur le plan quantitatif et sur le plan génétique) en freinant la fragmentation des milieux.

La « trame bleue » est un terme récent qui élargit des concepts anciens (« libre circulation piscicole », puis de « continuité écologique piscicole ») en ne se limitant pas aux seuls poissons. La « trame bleue » repose donc sur des connaissances et un corpus réglementaire.

La « trame verte » est plus récente en tant qu'approche globale (les questions de continuités, de corridors, etc, étaient précédemment approchées plutôt par espèces ou groupes d'espèces) et plus compliquée (plus diffuse géographiquement ; plusieurs échelles de réflexion ; plusieurs échelles de déplacement selon les espèces animales ; etc).

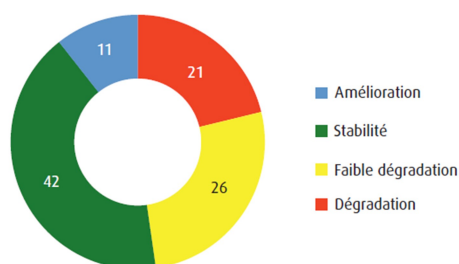
Il est très difficile, voire impossible, de transposer les études de TVB d'une échelle régionale (dans un SRCE) à une échelle locale (dans un SCOT, un PLUI, etc).

### • Rétrospective : Zones Humides à l'échelle nationale

#### Milieux humides

Évolution de 132 zones humides entre 2000 et 2010

En %



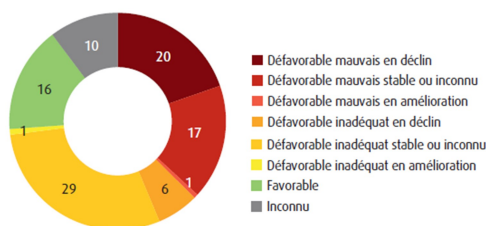
Notes : évaluations réalisées à dire d'experts ; la caractérisation de l'évolution prend en compte des critères d'étendue du site et d'état de conservation général des milieux humides présents.  
Champ : 132 sites localisés en métropole et outre-mer.

Source : MEDDTL/SOeS, enquête nationale à dire d'experts, 2011

#### État de conservation des écosystèmes humides et aquatiques

Répartition des espèces et habitats remarquables des écosystèmes humides et aquatiques, selon leur état de conservation

En %



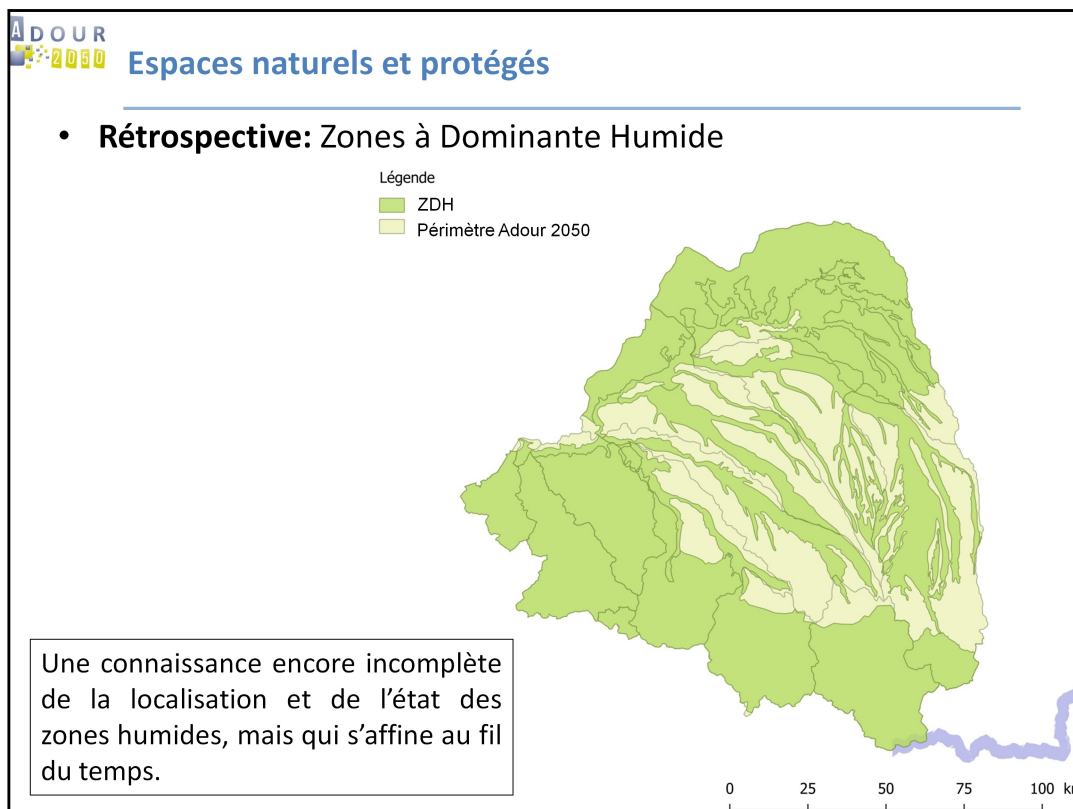
Note : l'évaluation couvre la période 2007-2012.  
Champ : France métropolitaine.

Source : MNHN/SPN, 2013. Traitements : MNHN ; SOeS, 2015

Un mauvais état de conservation et une évolution défavorable.

L'état de conservation des habitats et espèces figurant parmi les plus rares ou menacés d'Europe est évalué dans le cadre de la directive européenne « Habitats, Faune, Flore ». Avec 16% d'évaluations favorables contre 38% de mauvaises, les écosystèmes humides et aquatiques sont parmi les moins bien conservés. Les tourbières, bas marais et prairies humides sont des habitats particulièrement touchés. La situation des espèces des milieux humides et aquatiques est tout aussi défavorable. Les poissons migrateurs (saumons atlantiques, lamproies, aloses, esturgeons d'Europe) sont parmi les plus concernés, ainsi que les crustacés, les mollusques et la flore. L'aménagement des vallées alluviales, le drainage des milieux humides et les modifications des conditions hydrauliques sont les principales causes de cette situation.

Les milieux humides (marais, tourbières, vasières, forêts alluviales, ...) se situent à l'interface du milieu terrestre et du milieu aquatique et sont caractérisés par une biodiversité remarquable. Entre 2000 et 2010, 47% des zones humides enquêtées se sont dégradées plus ou moins fortement, 42% sont restées stables et 11% se sont améliorées. Ces tendances sont dues d'avantage à la détérioration de l'état de conservation des milieux qu'à la régression de leur étendue. Les causes sont multiples : drainage, événements climatiques exceptionnels, urbanisation, ou prolifération d'espèces envahissantes.



Les zones à dominantes humides ont pour objectif de délimiter au 1/250 000ème les grands paysages à forte probabilité de présence théorique de zones humides sur le bassin Adour-Garonne. Il ne s'agit pas d'un inventaire des zones humides réelles (ou effectives), ni d'une détection de l'occupation du sol par techniques d'observations spatiale. La délimitation des « zones à dominante humide » n'a pas de portée réglementaire, il s'agit d'un porter-à-connaissance.

La délimitation s'est appuyée sur le calcul d'indicateurs spatialisés continus sur le bassin (indices de pentes, accumulation, nature du substrat, climatologie, indices de remontées de nappes, densité de drainage).

Ce travail a été réalisé en 2011.

Le site internet du Réseau zones humides (<http://sig.reseau-zones-humides.org/>) ne dispose d'aucune donnée de zone humide sur le territoire du bassin de l'Adour et des Côtiers Basques à l'exception du territoire couvert par le parc naturel des Pyrénées.

Lors de leurs élaborations ou mises en œuvre, les SAGE du territoire cherchent à recenser les Zones Humides sur leurs périmètres respectifs. Le SAGE Adour-Amont dispose d'un atlas des zones humides potentielles (2010) et le SAGE Côtiers Basques a établi une cartographie des Zones Humides connues et des sites à inventorier. *Les cartes sont présentées en Annexes.* Le SAGE Adour aval, en cours d'élaboration, porte une attention particulière aux zones humides dans son « état des lieux ».

Les inventaires de zones humides peuvent être portés par de nombreux organismes : animateurs et gestionnaires de SAGE, de SCOT, de PLU, de Parcs ou de Réserves Naturels, associations de protections de l'environnement, ... Des inventaires de zones humides peuvent également être réalisés dans le cadre de DOCOB de sites Natura 2000.

- **Rétrospective** : la gestion des espaces de mobilité

Prise en compte des espaces de mobilité par l'Institution Adour :  
162 km de fleuve concerné, un tronçon supplémentaire à définir.

Donner plus de liberté à la divagation et à l'érosion par un cours d'eau contribue à mobiliser des matériaux grossiers et donc de réduire (certes de manière mineure à l'échelle d'un bassin, mais peut-être de manière significative à une échelle locale) le déficit d'apports de matériaux de l'amont. Ce déficit est principalement causé par les ouvrages transversaux qui se succèdent sur les cours d'eau de la montagne à la plaine et qui entravent le transport sédimentaire. Ce déficit local en matériaux grossiers est considéré comme un des facteurs ayant entraîné la perte de fonctionnalité de certains tronçons de cours d'eau (une partie de l'Adour landais, notamment) comme secteurs de reproduction de la grande alose et de la lamproie marine.

En juin 2001, l'Adour s'est mis en crue de manière significative (crue trentennale).

Dès lors l'Institution Adour s'est engagée dans l'action test de reconquête d'un **espace de mobilité admis** de l'Adour entre Lafitole (65) et Riscle (32) :

- Cours d'eau dans la partie restaurée : 72km (linéaire total Adour 309 km);
- Linéaire concerné par les actions : 44 km (17 communes);
- Définition d'un espace de mobilité admissible : 1 744 ha (100 % de la masse d'eau est concernée par l'espace de mobilité);
- Période des actions : 2008-2018;

Les actions ont été étendues entre Aurensan (65) et Barcelonne du Gers (32)

- Soit sur environ 90 km de fleuve;

Puis sur la partie Landaise (en cours).

Les travaux consistent à :

- acquérir et échanger des parcelles comprises dans le périmètre défini ;
- gérer la ripisylve et effectuer des plantations avec l'objectif de rétablir l'ancien corridor écologique ;
- reculer et recréer des digues au plus près des enjeux à protéger ;
- protéger les berges en génie civil en présence d'enjeux liés à la sécurité publique et/ou à l'intérêt général et lorsque ces derniers ne sont pas déplaçables.

Une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) a été mise en place. L'espace de mobilité doit à terme être inscrit dans les documents d'urbanisme pour en renforcer sa protection.

La démarche couvre une partie du Haut-Adour. Par conséquent, elle est portée en partenariat avec le Syndicat mixte du haut et Moyen Adour (SMHMA).

- **Prospective:** les espaces naturels

SCOT du Grand Dax : les Barthes à protéger en priorité.

SCOT Tarbes-Ossun-Lourdes : maîtriser l'étalement urbain, mettre en place une veille foncière.

SCOT du Grand Pau : un rôle central donné aux paysages et aux espaces naturels.

SCOT Bayonne – Sud Landes : objectif de réduction de 50% de la consommation foncière.

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)

Le SCOT du Grand Dax fait le constat de l'artificialisation des sols (560 ha entre 1999 et 2009 – agricole et forestier confondus), il s'engage à limiter l'étalement urbain et le morcellement des espaces agricoles et forestiers. L'accent est mis sur les Barthes.

Le SCOT Tarbes-Ossun-Lourdes pointe également la consommation excessive de l'espace sur son territoire, aboutissant à un mitage. Il s'engage à maîtriser l'étalement urbain, reconquérir les centres villes et densifier l'habitat, mettre en place une veille foncière.

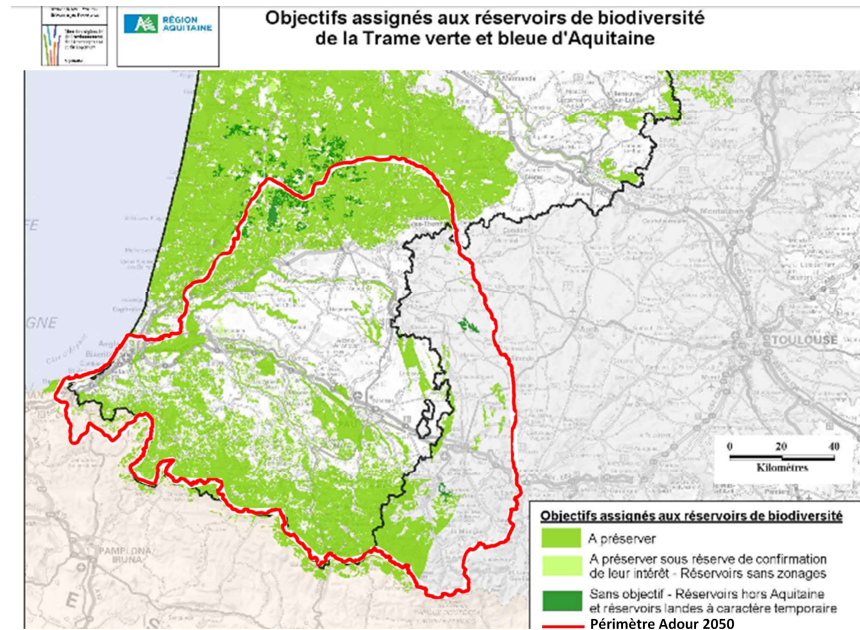
Le SCOT du Grand Pau se veut ambitieux en redonnant un rôle central aux paysages, aux espaces naturels. Il s'engage à améliorer leur connaissance et leur prise en compte dans les documents d'urbanisme et de planification, à valoriser les espaces naturels, à protéger et préserver les espaces à forte valeur écologique mais aussi les espaces supports de nature (forêts, prairies, espaces verts), à limiter l'étalement urbain, à maintenir et restaurer les continuités écologiques. Il développe le concept « d'armature verte, bleue et jaune ».

Le SCOT Bayonne – Sud Landes se fixe un objectif de réduction de 50% de la consommation foncière (150 ha/an urbanisés entre 2000 et 2009). Il s'engage à préserver le foncier agricole et forestier, source d'activités, à préserver les espaces naturels à fort enjeux environnementaux (zones humides, barthes, ripisylves), à maintenir ou restaurer les corridors biologiques de la trame verte.

Le Conservatoire du littoral a redéfini l'année dernière sa stratégie d'intervention pour la période 2015-2050. Il a intégré dans cette nouvelle stratégie une partie des Barthes de l'Adour dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques. Les orientations stratégiques évoquées pour ce secteur sont les suivantes : « À l'échelle du bassin versant de l'Adour et avec ses partenaires, le Conservatoire conduira un programme coordonné en faveur de la préservation des îles, des rives et des Barthes, afin d'assurer une cohérence écologique, aquatique et paysagère. Le maintien et la bonne gestion des zones humides devront faire l'objet d'une vigilance accrue .»



- **Prospective:** continuité de la Trame Verte et Bleue



Le SRCE Aquitaine, au-delà des mesures globales, a inscrit un objectif spécifique au Pays de l'Adour et Nord Garonne afin de « Conserver et restaurer les éléments fixes du paysage » :

13.1.1/ Préserver les éléments structurants (haies, bosquets, bordures enherbées, arbres isolés ou en culture) existants et les restaurer dans les territoires très dégradés

13.1.2/ Préserver le réseau de petits massifs boisés de feuillus et les zones de pelouses sèches sur pechs et tertres

13.1.3/ Sensibiliser tous les acteurs (élus, propriétaires, gestionnaires et agriculteurs...) à intégrer des actions en faveur des éléments fixes du paysage

Des cartes des cours d'eau en liste 1 (préservation de la continuité écologique) et en liste 2 (restauration de la continuité écologique) existent pour le bassin de l'Adour.

- **Prospective:** les zones humides

Une prise en compte plus grande dans les documents de planification :

- SDAGE 2016-2021,
- SAGE Côtiers Basques,
- SAGE Midouze,
- SAGE Adour-amont

La doctrine « éviter, réduire, compenser » les impacts sur les milieux aquatiques et les zones humides est régulièrement rappelée.

Le SDAGE 2016-2021 et son Programme de Mesures s'engagent à :

- Gérer les forêts pour préserver les milieux aquatiques
- Mettre en place une protection réglementaire ou réaliser un zonage sur un milieu aquatique
- Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide
- Réaliser une opération de restauration d'une zone humide
- Réaliser une opération d'entretien ou de gestion régulière d'une zone humide

Le SAGE Côtiers Basques vise à :

- Recenser et caractériser les zones humides
- Protéger les zones humides

Le SAGE Midouze dispose d'une règle afin de « Préserver les zones humides d'intérêt environnemental particulier ZHIEP et les zones stratégiques pour la gestion de l'eau ZSGE » et plusieurs dispositions visant à favoriser la gestion spatiale stratégique.

Le SAGE Adour-amont a inscrit des dispositions visant à :

- Acquérir une meilleure connaissance des zones humides
- Mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides

Son règlement intègre une règle afin de « Préserver et restaurer les zones humides »

- **Prospective: l'hydromorphologie**

Le **SAGE Cotiers Basques** vise à :

- Préserver ou restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau
- Poursuivre la préservation des têtes de bassin et chevelus

Son règlement intègre une règle afin de « Limiter l'anthropisation des berges »

Le **SAGE Adour-amont** se focalise sur la gestion de l'espace de mobilité afin de restaurer une dynamique plus naturelle des cours d'eau; en particulier à:

- Consolider la démarche de restauration de l'espace de mobilité
- Soutenir et promouvoir l'émergence d'autres programmes de restauration d'espaces de mobilité

Son règlement intègre une règle afin de « Préserver les périmètres admis des espaces de mobilité sur les cours d'eau ».

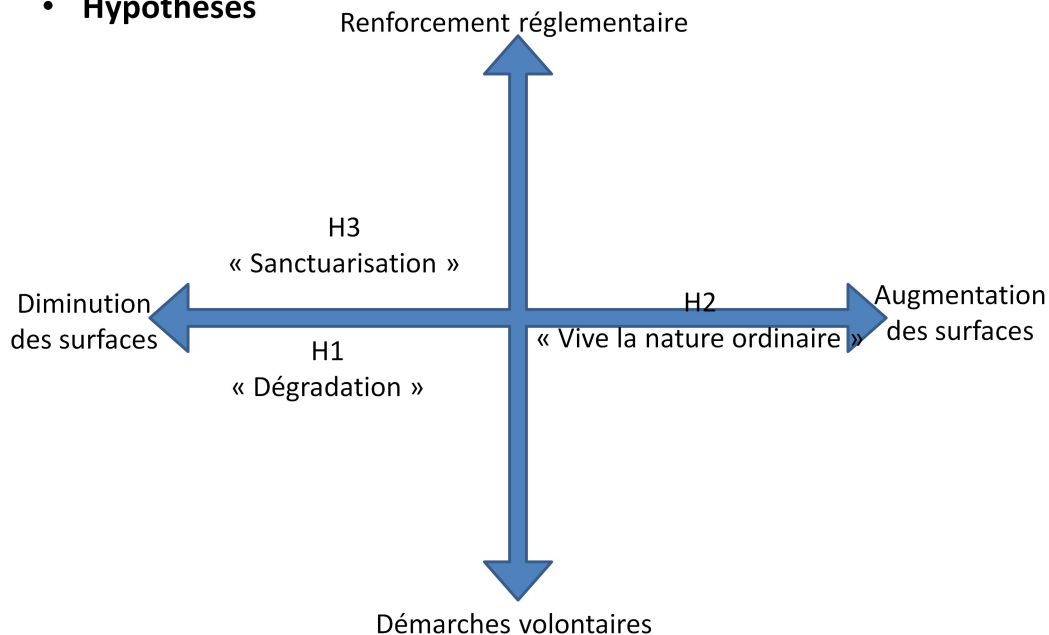
Le **SAGE Midouze** contient des dispositions visant à :

- Restaurer une dynamique plus naturelle des cours d'eau

Le transit sédimentaire (notamment celui de matériaux grossiers) reste largement entravé par les obstacles successifs (barrages hydroélectriques en montagne, en piémont et en plaine ; seuils de natures diverses ; etc.). Cela finit par créer, à la longue, un déficit de matériaux sur des secteurs où ces matériaux sont indispensables, par exemple, à certains compartiments du cycle de vie de la faune piscicole (exemple concret : cas du déficit de galets sur l'Adour moyen landais, contribuant à la perte de fonctionnalité de ces secteurs pour la reproduction de l'alose). Or, remédier à ce manque de transport solide est compliqué et coûteux (les ouvrages bloquants ne sont pas équipés de systèmes permettant de "faire passer" ces matériaux grossiers ou fins, et mettre en place de tels dispositifs est plus complexe et plus coûteux que pour la continuité écologique piscicole).

Le manque d'apport de matériaux grossiers par l'amont entraînera la poursuite de l'incision des lits des cours d'eau. La gestion à long terme des cours d'eau nécessite de réfléchir, entre autres, à l'avenir des seuils de stabilisation du lit, sachant que ceux-ci ont deux effets antagonistes : d'une part, ils ont été installés pour limiter l'érosion régressive des cours d'eau, de l'aval vers l'amont ; d'autre part, ils contribuent à ralentir le transport solide de l'amont vers l'aval.

• **Hypothèses**



**Synthèse et tendance lourde :** L'intérêt écologique est de plus en plus représenté dans les différentes réglementations qui émergent depuis 50 ans. D'une logique de gestion des conflits d'usage dans les années 60 (et des droits d'eau au début du siècle), les différentes lois et directives européenne passent à une logique de moyens pour la préservation des milieux dans les années 1980/1990, puis à une logique d'objectifs contraignants dans les années 2000. (source : Garonne 2050)

**H1 « Dégradation »**

Les démarches réglementaires et contraignantes sont stoppées, les espaces naturels ordinaires continuent à être grignotés par les activités humaines.

**H2 « Vive la nature ordinaire »**

Les démarches réglementaires de protection contraignantes sont stoppées (pas de nouveaux espaces sanctuarisés) mais la nature ordinaire avec prise en compte du milieu se développe à travers diverses initiatives : nature en ville, continuités écologiques restaurées, éléments naturels renforcés dans les exploitations agricoles. Les espaces naturels sont vus comme des outils permettant de prévenir les risques liés à l'eau (inondations, érosion, pollutions).

**H3 « Sanctuarisation » des milieux remarquables - tendanciel**

Les espaces remarquables bénéficient d'une protection renforcée qui limite les autres usages, mais les espaces naturels ordinaires continuent à être grignotés par les activités humaines. Certains milieux sont également protégés de par leur rôle direct dans la protection contre les crues.

- **Lien entre les variables du système**

- Variable influençant :
  - Hydrologie naturelle
  - Tourisme estival
- Variable influencée par :
  - Température
  - Evènements extrêmes
  - Politiques environnementales
  - Politiques eau
  - Aménagement des cours d'eau
  - Valeurs de l'eau
  - Espaces urbains
  - Population du territoire
  - Stockage
  - Energies renouvelables locales
  - Politique Agricole Commune
  - Elevage
  - Pratiques agricoles / agronomiques
  - Gestion forestière
  - Aquaculture
  - Offre de loisirs 'eau '

### • Références

AEAG, GINGER ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURES, CONTRECHAMP, 2012, *Evaluation de la politique "rivière" de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Synthèse et recommandations*

AEAG, 2013, *SYNTHÈSE DE L'ACTUALISATION DE L'ÉTAT DES LIEUX DU SDAGE 2016 - 2021*, Comm.Territoriale Adour

AEAG, 2016, *SDAGE et PDM*

INSTITUTION ADOUR, *Reconquête de l'espace de mobilité de l'Adour*

INSTITUTION ADOUR, *Dossier Crues 2014*

INSTITUTION ADOUR, *Documents du SAGE Midouze*

INSTITUTION ADOUR, *Documents du SAGE Adour-Amont*

INSTITUTION ADOUR, *Documents d'élaboration du SAGE Adour aval (état des lieux)*

Agglomération Sud Pays Basque : SAGE Côtiers Basques

ONEMA, Fiche « Préservation des milieux aquatiques », *Définition d'un espace de mobilité pour l'Adour*

DREAL AQUITAINE, Portail CARMEN,

Ministère du Développement Durable, SOES, Repères, Février 2016, *L'eau et les milieux aquatiques - Chiffres clés*

SCOT du Grand Dax

SCOT TOL

SCOT du Grand Pau

SCOT Bayonne – Sud Landes

SRCE Aquitaine

SRCE Midi-Pyrénées

[http://www.eau-adour-garonne.fr/\\_attachments/evaluation-des-politiques-de-l-agence-article/%25C3%25A9valuation\\_riviere.pdf?download=true](http://www.eau-adour-garonne.fr/_attachments/evaluation-des-politiques-de-l-agence-article/%25C3%25A9valuation_riviere.pdf?download=true)

<http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/un-cadre-le-sdage/sdage-pdm-2016-2021.html>

<http://www.institution-adour.fr/index.php/actions.html>

[http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/20\\_1\\_rex\\_p1\\_adour\\_vbat.pdf](http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/20_1_rex_p1_adour_vbat.pdf)

<http://www.sagecotiersbasques.com>

[http://www.onema.fr/IMG/Hydromorphologie/20\\_1\\_rex\\_p1\\_adour\\_vbat.pdf](http://www.onema.fr/IMG/Hydromorphologie/20_1_rex_p1_adour_vbat.pdf)

<http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/6/carte1.map>

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/milieux-nature-biodiversite.html>

[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits\\_editoriaux/Publications/Documents\\_de\\_travail/2013/occupation-sols-vallees-alluviales1.pdf](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Documents_de_travail/2013/occupation-sols-vallees-alluviales1.pdf)

<http://www.grand-dax.fr/Outils/Espace-documentaire/Etudes-et-projets-du-Grand-Dax/SCOT-DAC/SCoT-approuve>

<http://www.grand-dax.fr/Outils/Espace-documentaire/Etudes-et-projets-du-Grand-Dax/SCOT-DAC/SCoT-approuve>

<http://tarbes.proscot.fr/fichiers/SCOT%20TOL%20executoire%20PADD.pdf>

<http://tarbes.proscot.fr/fichiers/SCOT%20TOL%20executoire%20PADD.pdf>

<http://www.grandpau.com/docs/1446115457.pdf>

[http://www.scotab.fr/wp-content/uploads/2014/02/2-PADD\\_APPROUVE\\_06022014.pdf](http://www.scotab.fr/wp-content/uploads/2014/02/2-PADD_APPROUVE_06022014.pdf)

[http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE\\_VoletD\\_PlanDactionStrategique\\_Sept2015\\_VF\\_cle115e47.pdf](http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE_VoletD_PlanDactionStrategique_Sept2015_VF_cle115e47.pdf)

[http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE\\_VoletD\\_PlanDactionStrategique\\_Sept2015\\_VF\\_cle115e47.pdf](http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE_VoletD_PlanDactionStrategique_Sept2015_VF_cle115e47.pdf)

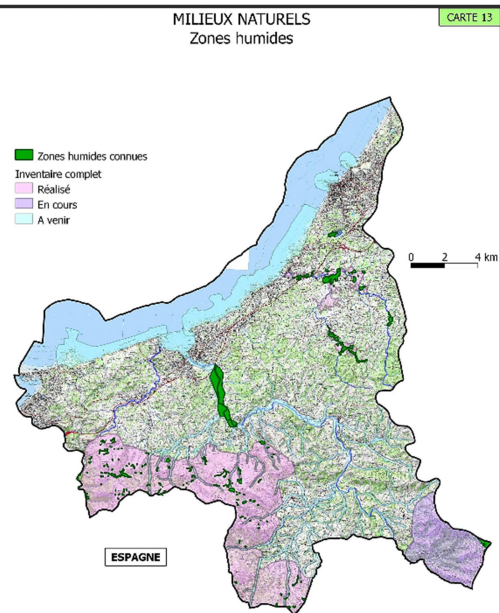
[http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/references\\_bibliographiques/livret\\_tvb.pdf](http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/references_bibliographiques/livret_tvb.pdf)

<http://www7.inra.fr/dpenv/pointc46.htm>

[http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE\\_VoletC\\_Atlas\\_Cartographique\\_Sept2015\\_VF\\_cle5d2d61.pdf](http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE_VoletC_Atlas_Cartographique_Sept2015_VF_cle5d2d61.pdf)

[http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE\\_VoletC\\_Atlas\\_Cartographique\\_Sept2015\\_VF\\_cle5d2d61.pdf](http://webissimo.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE_VoletC_Atlas_Cartographique_Sept2015_VF_cle5d2d61.pdf)

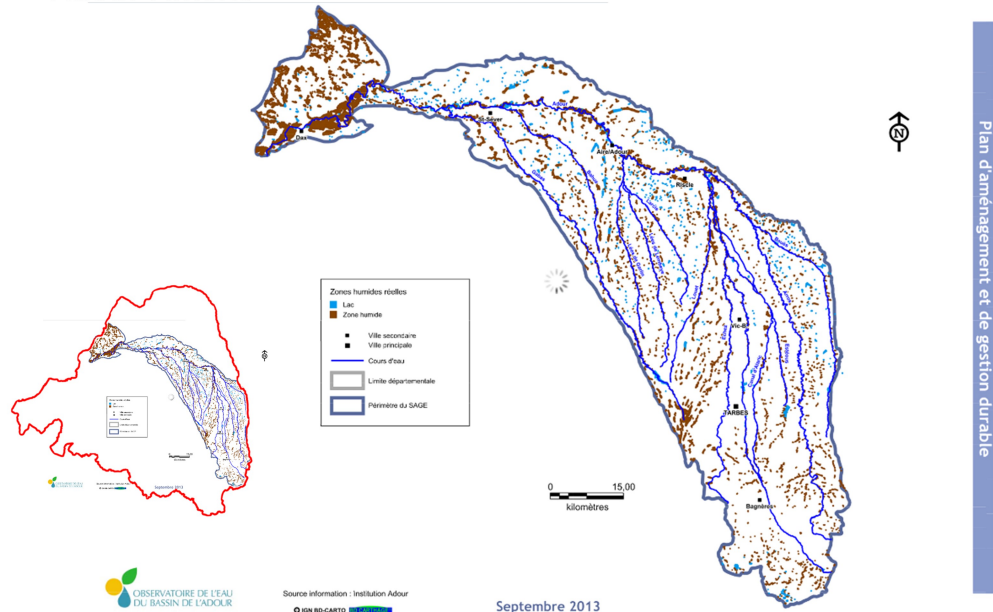
- **Annexe :** Carte des zones humides sur le territoire du SAGE Côtiers Basques



SOURCES : Copyright ©IGN - SCAN2S - 2006 - numéro d'autorisation : 2200949 - Reproduction interdite.



- **Annexe :** Carte des zones humides sur le territoire du SAGE Adour-Amont



- **Annexe : Précisions relative à la réglementation**

Il y a deux notions distinctes :

- 1) la délimitation de l'espace réglementé : fixation de « zones » à portée réglementaire, délimitant des espaces remarquables par leurs caractéristiques et/ou par leurs fonctionnalités pour certaines espèces.
- 2) la définition des restrictions des usages à l'intérieur de ces zonages à portée réglementaire, usages s'exerçant directement dans des milieux naturels ou susceptibles d'avoir une influence sur des milieux naturels.

1) À l'intérieur de ces zones s'applique un corps réglementaire défini. Ceci suppose, au préalable :

- la définition des critères sur lesquels se base le jugement du fait que tel espace est remarquable ;
- puis, des inventaires (évolutifs) contribuant à établir le périmètre de ces espaces, par exemple sur la base d'une présence constatée des espèces à protéger, ou sur la base de caractéristiques de milieux favorables à leur accueil), sans que, pour autant, la protection se limite forcément à ces zones dûment inventoriées.

La délimitation du périmètre, même si elle est basée, au départ, sur des critères objectifs, fait généralement l'objet d'arbitrages « politiques » (au sens large).

2) Exemples :

- interdiction de pratiques : réserve de chasse et de faune sauvage, réserve de pêche, etc. ;
- régulation par système de déclaration / autorisation / étude d'incidences, etc.
- protection des frayères et zones de croissance de certains poissons et crustacés (protection réglementaire de milieux ayant des fonctionnalités spécifiques pour ces espèces) ;
- classement réglementaire des cours d'eau au regard de la continuité écologique.